



The UN COVID-19 Response and Recovery Multi-Partner Trust Fund  
(UN COVID-19 MPTF)

Comoros Proposal

Proposal Title : Amélioration des capacités de préparation et de réponse au COVID-19 en Union des Comores

Amount: 300 000 USD

I. Immediate Socio-Economic Response to COVID19

*Short Context – include hyperlinks to relevant reference material and analysis that frames the solution context firmly in the specific situation of the country in question. [1,000 word limit]*

[A date, en dehors de Mayotte qui est administrée par la France et qui enregistre 1210 cas confirmés de personnes atteintes par le COVID-19 et 16 personnes mortes, le Président de la République vient de déclarer la présence de 11 cas confirmés et 1 décès à la Grande Comore. Mais la menace est grande et le risque de propagation rapide de la maladie est très élevé ; bien que le gouvernement ait pris certaines mesures pour le respect des gestes barrières : interdiction des vols internationaux et des échanges maritimes de voyageurs, interdiction des rassemblements, fermeture des lieux de culte, couvre-feu de 20h à 5h00, limitation du nombre de passager dans les transports en commun, désengorgement des marchés.](#)

~~[A date, en dehors de Mayotte administrée par la France et qui enregistre 284 cas confirmés de personnes atteintes par le Covid 19 et 4 décès, l'Union des Comores ne compte pas d'autres cas sur les autres îles. Mais la menace est grande, de par l'ouverture du pays et la défaillance du système de surveillance et de contrôle médical dans les frontières.](#)~~—L'Union des Comores est un PEID avec une économie ouverte, peu diversifiée et très sensible aux chocs extérieurs. Les exportations sont concentrées sur trois produits, l'ylang-ylang, la vanille et les clous de girofle, qui représente 90% des recettes d'exportation en 2018.

En 2018, alors que les produits alimentaires ne représentent que 3% des exportations comoriennes, ils constituent, en revanche, 31% des importations. Ce qui dénote une grande insécurité alimentaire pour la population dont les besoins alimentaires sont couverts, pour l'essentiel, par les importations à hauteur de plus de 40%. La même année, les produits énergétiques, essentiellement les produits pétroliers, ont représentés 21% des importations du pays.

Les perturbations des circuits d'échanges mondiaux et les problèmes économiques induits par la pandémie, constituent une grande menace pour les exportations des Comores qui pourrait voir baisser drastiquement les quantités demandées et les prix de ses produits de rente. De même, le pays bénéficie d'énormes envois de fonds de sa

diaspora, notamment celle installée en France. Le montant de ces transferts était estimé à 14% du PIB en 2018. Pour l'année 2018, la Banque Centrale des Comores estimait à 60 milliards de francs comoriens le montant des transferts privés vers le pays dont l'essentiel provient des envois de fonds de la diaspora. Ces transferts soutiennent beaucoup la balance des paiements confrontées à une balance commerciale structurellement déficitaire.

En outre, les effets des mesures de restrictions imposées à la circulation des personnes vont entrainer une réduction des recettes en devises qui sera amplifiée par les annulations des visites des membres de la diaspora. Ces derniers viennent avec des sommes importantes d'argent en cash qu'ils dépensent sur place pour acquérir de nombreux biens et services.

~~Les impacts sur le secteur de la santé seront très importants à cause de l'afflux massif des malades atteints du virus qui doivent être prise en charge. En outre la restriction des mouvements, ainsi que la crainte de stigmatisation, de représailles et de manque d'accès aux services de santé de la reproduction et à des informations appropriées sur la recherche d'aide, peut conduire à la non fréquentation des services de santé y compris les services de prise en charge des soins obstétricaux d'urgence. Compte tenu du risque accru de morbidité, de mortalité maternelle, néonatale et de VBG, associé au fardeau de l'épidémie sur des services de réponse déjà limités, garantir que les femmes et les filles puissent accéder aux services de prise en charge des soins obstétricaux d'urgence et de soutien contre la VBG reste une activité essentielle et vitale.~~

~~L'histoire a démontré que les épidémies affectent les femmes et les filles différemment et de manière à les exposer à un risque accru des violences basées sur le genre (VBG), en particulier dans des contextes où l'inégalité entre les sexes est déjà prononcée. Ils peuvent inclure une exposition accrue à la violence entre partenaires intimes en raison des tensions au sein du foyer face à la diminution des ressources familiales et dans des conditions de confinement, tandis que l'impact économique peut exposer les femmes et les filles à un risque plus élevé de violence sexuelle et d'exploitation.~~

~~Dans le même temps, le maintien de la santé et du bien-être des prestataires de santé et des travailleurs sociaux chargés de la lutte contre les VBG et la contribution à des efforts rigoureux pour mettre fin à la pandémie sont une préoccupation critique, ce qui pose un défi aux modes traditionnels de programmation de la réponse à l'amélioration de la qualité des soins et de prise en charge de l'accouchement et des VBG, et ceci nécessite de nouvelles méthodes de travail.~~

Le secteur de l'eau, hygiène et assainissement est, sans conteste, ceux qui devrait jouer un rôle crucial dans la lutte contre le Covid-19. Tout le monde reconnaît que le lavage systématique des mains et l'assainissement sont une arme importante dans la prévention de la transmission du virus. Ce qui demande que l'eau soit disponible et accessible, en permanence, pour l'ensemble de la population. Or les statistiques montrent que l'accès à l'eau à domicile, même non vraiment potable, reste un privilège pour la population. Moins de 20% de la population accèdent à l'eau potable.

Face à cette situation, le Gouvernement a pris des mesures graduellement renforcées pour éviter la survenue d'une transmission communautaire majeure des cas de Covid-19 : fermetures des écoles, des mosquées et de l'espace aérien ; restriction des rassemblements y compris réduction des horaires de tenue des marchés. Le Chef de l'Etat a ordonné la mise en place d'un mécanisme global de coordination de la pandémie présidé par lui-même et désigné un coordonnateur national de la crise. Au sein de ce dispositif de coordination, un sous-comité Communication a été établi pour effectuer la gestion de la Communication de Risque et Engagement Communautaire (CREC) et un plan national de Communication a été rapidement développé avec l'appui des agences du SNU. Grâce au partenariat entre le Gouvernement des Comores, l'Autorité de Régulation des TIC (ANRTIC), les sociétés de téléphonie mobiles et le SNU, un numéro court 1717 a été mis en place avec une accessibilité gratuite pour la population à partir de n'importe quel endroit du territoire Comorien. Cette Ligne gratuite permet de répondre aux préoccupations de la population en délivrant les informations utiles. Elle sert aussi l'interface pour orienter les cas suspects sur base des appels faisant état de symptômes. Trois centres d'appels 1717 ont été mis en place et partiellement équipé au niveau des trois îles. Un total de 54 répondants et 06 médecins régulateurs ont été formés sur les messages clé relatifs au Covid-19, le circuit de prise en charge des cas suspects et la manipulation et les techniques d'accueil téléphonique. Les 54 répondants (dont un peu plus de la moitié sont des femmes), sont des bénévoles, des étudiants,

des agents de santé ou des agents du Corps de Sécurité civile.

Le gouvernement a pris des mesures d'identification et d'aménagement de 07 sites de quarantaine au niveau des trois îles (dont 05 à Ngazidja, 01 à Anjouan et 1 à Mohéli) et 3 structures sanitaires ont été identifiées comme centres de traitement des cas de coronavirus, dont une par île (Hôpital de Samba Kouni à Ngazidja, Hôpital de l'Amitié Chine Comores (HCC de Bambao) à Anjouan et l'Hôpital régional de Fomboni à Mohéli).

## II. Solutions proposed

*Please provide a summary of the proposal. [1,000 word limit]*

En se basant sur le risque de transmission communautaire de COVID-19 aux Comores et prenant en compte le contexte de faiblesse de capacité du système de santé, la proposition va se focaliser sur le renforcement du système de surveillance et de réponse, la communication des risques, le renforcement de la prévention et contrôle des infections et la mise en place et la mise aux normes des sites d'isolement/centres de traitement. Prioritairement, les axes d'interventions sont les suivants :

Dans un premier temps, pour permettre une meilleure prise en charge des personnes contaminées, réduire ainsi le taux de mortalité des personnes affectées notamment les plus vulnérables (personnes âgées, Femme enceintes) et limiter la propagation du virus au sein de centre hospitalier de Fomboni, la présente proposition va mettre accent sur le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures nationales et insulaire en charge d'assurer la prévention et la réponse du COVID-19.

A cet effet, les interventions du projet seront focalisées sur ; i) l'accompagnement du centre d'isolement de Mohéli en équipements de prise en charge et en médicaments pour le traitement des cas, ii) l'autonomisation énergétique du site, pour l'opérationnalisation des équipements de prise en charge, iii) la réhabilitation des pavillons destinés à accueillir les malades ainsi que la sécurisation de l'accès aux pavillons.

Dans un deuxième temps, les stratégies de Prévention et Contrôle des Infections (PCI) visant à prévenir ou à limiter la transmission dans les établissements de soins de santé seront mises en place. En effet, compte tenu du nombre élevé du personnel soignant touché par cette pandémie, il est important et nécessaire de former les ressources humaines au niveau des structures sanitaires périphériques, des laboratoires et des sites d'isolement à :

1. Appliquer des précautions standard pour tous les patients ;
2. Assurer le triage, la reconnaissance précoce et le contrôle des sources ;
3. Mettre en œuvre des précautions supplémentaires empiriques pour les cas suspectés d'infection à COVID-19 ;
4. Mettre en œuvre des contrôles administratifs ;
5. Utiliser des contrôles environnementaux et techniques.

Un dispositif opérationnel de contrôle et de prévention de l'infection sera mis en place afin d'assurer la mise en place des mesures de prévention et de contrôle des nouvelles infections au niveau des 3 sites de prise en charge identifiés et des 07 sites de quarantaine, le financement permettra d'effectuer une évaluation rapide des conditions existantes au niveau des trois sites de prise en charge identifiés ainsi que dans les différents sites de quarantaine sur les trois îles. Après avoir identifié les besoins, des actions seront prises pour mettre ces structures aux normes afin d'assurer un cadre sécurisé. Il faudra également entre autres assurer la protection des personnels de santé de ces sites en les équipant de matériel de protection individuelle après les avoir formés. Une assistance pour la disponibilité des services de santé incluant la santé de la reproduction qui permettra aux groupes les plus vulnérables de la population affectée telles que les femmes enceintes et les femmes victimes de viols d'accéder à des services de santé de la reproduction gratuits et de qualité. A cet effet, le Dispositif Minimum d'Urgence sera activé au niveau de tous les districts sanitaires au travers notamment, la disponibilité immédiate de soins maternels, obstétricaux et néonataux d'urgence de qualité et l'accès gratuits, l'accès à des services de Santé Reproductive

gratuits et de qualité et la disponibilité des équipements de protection individuel aux prestataires de santé exerçant dans les maternités et des centres de prise en charge de viols.

De même l'intervention va veiller à ce que les procédures de nettoyage et de désinfection soient correctement et systématiquement suivies dans les services et que le nettoyage des surfaces avec de l'eau et un détergent et l'application de désinfectants couramment utilisés dans les hôpitaux (comme l'hypochlorite de sodium) soient appliqués. A cet effet, cette proposition envisage également de former les agents de santé des sites identifiés sur le standard minimum à respecter pendant et après l'épidémie. Au besoin, des installations WASH seront mises en place au niveau de ces sites. En plus des sites de traitement et de quarantaine, et afin de compléter les actions déjà entreprises d'assainissement et de désinfection des marchés, nous proposons d'installer des dispositifs de lavage de mains « sans contact » au niveau de certains espaces publics clés. Pour ce faire, il d'agira de former des artisans à construire des stations de lavage de mains sur la base de deux modèles expérimentés dans d'autres pays, facile à reproduire et à faible coût. Le premier modèle étant adapté à des espaces avec un passage important de personnes et un autre plus petit et plus économique pour des espaces moins fréquentés. Ce financement permettra l'installation de 125 stations de lavage des mains « sans contact » dans les lieux publics clés tels que les principaux marchés, certaines écoles, les services d'écoute pour la lutte contre les violences.

Pour finir, afin de limiter la transmission interhumaine et aider à minimiser la morbidité et la mortalité causées par le virus, il est nécessaire de maintenir la population informée et de leur offrir un service qui pourra les orienter sur la meilleure conduite à tenir. Pour ce faire, grâce à ce financement, nous proposons de maintenir opérationnels les trois centres d'appel et la Ligne Verte 1717 mise en place depuis le début du mois d'avril 2020. Cet appui se fera à travers l'amélioration des conditions de travail et de prise en charge des 54 répondants et des 06 médecins régulateurs, notamment en leur fournissant repas et transport et en équipant les locaux au niveau des trois centres situés sur les trois îles (Grande Comore, Mohéli et Anjouan). Par ailleurs, il s'est avéré aussi indispensable de développer un manuel pour les répondants et les médecins régulateurs et de systématiser la remontée des données d'appels aux autorités compétentes. Cet appui permettra à la population de continuer d'accéder à des informations utiles qui pourront sauver leur vie et à ajuster les messages et approches de communication des décideurs grâce à l'analyse et à la remontée des données d'appels.

### III. What is the specific need/problem the intervention seeks to address?

*Summarize the problem. Apply a gender lens to the analysis and description of the problem. [1,500 word limit]*

Les principaux problèmes du système de santé aux Comores sont prioritairement des problèmes d'organisation, de coût et de gestion, et plus secondairement des problèmes de formation de personnel, d'équipements et d'infrastructures. L'un des grands défis du secteur santé est de parvenir à asseoir un système de santé performant, accessible et équitable, capable de satisfaire le droit à la santé pour tous. Il convient de relever que le secteur santé n'était pas déjà en mesure d'assurer des services de soins de qualité avec le risque élevé du COVID-19 dans le pays, la situation du secteur va s'aggraver. Face à une telle situation, pour pouvoir arrêter la dissémination des cas, mais également de réduire les risques d'importation des cas d'une île à une autre, il devient nécessaire de renforcer les capacités de prise en charge aux niveaux insulaires. Les sites identifiés par le gouvernement à Anjouan et à la Grande sont dotés d'un minimum d'équipements et des conditions de travail nécessaires pour assurer la prise en charge des cas de COVID-19 ; ce qui n'est pas le cas du site de Mohéli. En effet le centre d'isolement identifié dans l'île se trouve au sein du centre hospitalier de l'île qui est confronté à des problèmes structurels notamment d'accessibilité à l'énergie. La société de production de l'électricité dans l'île n'est pas en mesure de fournir l'électricité au centre d'isolement, de même l'accès aux 2 pavillons identifiés pour abriter les malades contaminés au COVID, n'est pas sécurisé ; ce qui constitue un risque de contamination -élevé des autres patients vulnérables qui fréquentent le centre hospitalier. En outre, le centre d'isolement ne dispose pas d'équipements nécessaires de traitement spécifiques

des malades sévères en matériels de PEC adapté. Le centre hospitalier est un lieu où fréquentent les femmes enceintes, les filles, les vieux et les jeunes ; la sécurisation de l'accès aux pavillons qui vont accueillir les cas de COVID-19 permettra ainsi d'assurer la sécurité de ces groupes vulnérables.

L'accès à l'assainissement de base aux Comores est de 34% (JMP). L'inventaire du système d'information sur l'eau réalisé par l'UNICEF a montré l'existence de 235 bornes-fontaines publiques, 15 systèmes d'approvisionnement en eau et 59 réservoirs publics d'eau de pluie. La surveillance des services a mis en évidence i) une chloration inférieure aux normes internationales ; ii) une disponibilité moyenne de l'eau de 14h par jour (elle varie de 4h à 24h) et 5 jours par semaine ; iii) une tarification non structurée et extrêmement variée avec de l'eau gratuite dans les robinets publics de la capitale, des frais mensuels de 3,5 USD dans certains villages ruraux ou même jusqu'à 4 USD par m<sup>3</sup> dans d'autres villages ruraux. Par ailleurs, l'UNICEF a achevé la collecte de données et l'analyse de l'état des services WASH dans 82 établissements de santé publics et dans 426 écoles publiques primaires et secondaires et a montré une situation particulièrement préoccupante. En effet, une grande partie des centres de santé ne disposent pas d'eau (61%), ni d'installations de lavage des mains (75%) ou de services d'assainissement (49%). Les déchets médicaux ne sont pas du tout gérés dans 39% des installations, tandis que 15% les trient correctement et seulement 4% les éliminent en toute sécurité. De même, de nombreuses écoles n'ont pas d'eau (56%), ni d'installations pour se laver les mains (83%) ou d'assainissement (45%). Le lavage des mains pour un minimum de 20 secondes est l'une des principales mesures à prendre pour endiguer la propagation du COVID-19. Malheureusement, au vu de ce contexte décrit, cette action simple est impossible pour une grande partie de la population. Les besoins étant énormes, nous proposons dans un premier temps de nous concentrer sur la mise en place de mesures de prévention et de contrôle de l'infection au niveau des 03 sites de traitement et des 07 sites de quarantaine et de placer 125 dispositifs de lavage des mains « sans contact » dans les endroits stratégiques.

~~De même, Les besoins les plus pressants consistent à assurer l'accès aux soins gratuits et de qualité en santé de la reproduction et prise en charge des violences basées sur le genre aux femmes et filles pour une période de 3 mois, afin de réduire le risque de transmission du COVID-19 et d'augmentation de la morbidité et mortalité maternelle et néonatale évitables et assurer la disponibilité des EPI aux travailleurs de la santé et au personnel essentiel fournissant des services de SSR / VBG vitaux tout au long de la pandémie de COVID-19.~~

Par ailleurs, le rôle des communautés dans la limitation de la propagation de l'infection et dans l'adoption de bonnes pratiques pour en diminuer la létalité est démontré dans les premiers pays touchés. A ce titre, il est important de bien communiquer et de bien informer la population pour qu'elle reconnaisse et adopte les comportements appropriés mais aussi pour que les communautés puissent aussi participer dans la promotion de ces gestes et pratiques qui sauvent les vies dans une telle situation. Ceci implique une coordination de l'information et la mise en œuvre du plan de Communication qui se base sur des données et des informations comportementales, sociales et communicationnelles de circonstance. En plus des différentes activités de renforcement de capacités pour optimiser l'engagement des différents acteurs nationaux et communautaires (journalistes, leaders communautaires, volontaires) qui ont déjà eu lieu avec l'appui du SNU, la mise en place et l'opérationnalisation d'une Ligne Verte est cruciale notamment dans le cadre de la gestion des rumeurs et de la mitigation de la panique, qui font partie des risques à considérer en pareille période épidémique. L'opérationnalisation et la remontée des données d'appels au 1717 permettront de répondre aux problèmes de recherche d'information de la population et de faire face aux récurrences de désinformation. Le 1717 constitue par ailleurs un mécanisme de feedbacks qui permettra de remonter les perceptions, les aspirations et les plaintes émanant de la population, éléments indispensables en période d'urgence et nécessaires pour l'ajustement des interventions en communication ou autres.

#### IV. How does this collaborative programme solve the challenge? Please describe your theory of change.

*Describe programme approaches, methods, and theory of change, and explain why they are the appropriate response to the problem. State results and interim solution(s) you are proposing. Please highlight how the solution(s) is data driven; if it employs any innovative approaches; if it applies a human rights-based approach<sup>1</sup> and how is it based on the principle of "build back better". [1,500 word limit]*

La réduction du taux de mortalité notamment des personnes âgées et la réduction de la propagation du virus dans le milieu hospitalier seront assurés grâce à la fourniture de services de soins efficaces avec des moyens techniques appropriés, un accès à l'énergie renouvelable avec des ressources humaines formées et disponibles dans un environnement de travail favorable. L'approche adoptée vise à doter le centre d'isolement de Mohéli d'équipements de traitement spécifiques des malades sévères, de renforcer les capacités de production d'oxygène du centre hospitalier et d'assurer l'autonomisation énergétique du centre. En effet, il faudrait pouvoir hospitaliser au moins 20% de tous les patients infectés sachant que 15% d'entre eux présenteront des pneumonies (sévères ou pas), et que d'autres seront gravement malade avec dysfonctionnement d'organe (septicémie, choc septique, ...) ou présenteront une forme de maladie légère avec comorbidités (tumeur...). Le centre hospitalier comme toutes les institutions étatiques dépendent de la société de production d'électricité ou des groupes électrogènes pour la fourniture de l'énergie. La capacité du groupe électrogène n'arrive pas à subvenir aux besoins du CHRI, ainsi l'équipements en énergie solaire va permettre d'assurer l'autonomisation en énergie propre du centre.

La nécessité de renforcer les capacités individuelles du personnel de santé sur la gestion du COVID-19 et la maintenance des équipements est un élément essentiel pour la durabilité et la continuité de l'intervention. L'amélioration des conditions de travail du personnel et des patients (accès à l'eau, hygiène, respect de l'intimité) et la sécurisation de l'accès au site d'isolement sont des facteurs de réussite de l'intervention.

La mise aux normes des mesures d'hygiène au niveau des sites de prise en charge et de quarantaine et la protection du personnel permettront i) de limiter la propagation du virus COVID-19 et autres maladies infectieuses chez les personnes non contaminées ii) de protéger les personnels soignants de ces structures et ainsi éviter le risque d'abandon, par crainte d'être contaminé, des agents déjà en nombre insuffisant.

La nécessité de suivre les procédures de nettoyage des salles de consultations, des douches, latrines, dans les centres de traitement et les sites de mise en quarantaine se révèlent nécessaires pour éviter la propagation des micro-organismes et réduire l'utilisation abusive des produits de chloration.

Aussi, l'installation des stations de lavage des mains dans 125 points stratégiques complètent les efforts pour endiguer la propagation de l'épidémie et augmenter l'accès au moyen de lavage des mains des communautés et des écoles.

Ces mesures d'hygiène permettront ainsi de prévenir la survenue d'une flambée épidémique majeure.

Les répondants et médecins régulateurs qui travaillent en tant que bénévoles sont présentes 24h sur 24h et 7jours sur 7. Après les premières semaines de mise en place, on note un relâchement dû aux conditions de travail stressantes et difficiles. L'amélioration du cadre de travail, et cela dans 03 centres d'appels 1717 des trois îles, assurera une optimisation de la qualité du service. La prise en charge de leurs repas et du transport pour les trois prochains mois sera également une motivation supplémentaire pour continuer à assurer ce travail stratégique dans la réponse au COVID-19.

De même, l'élaboration et la mise à disposition d'un manuel pour les répondants et les médecins régulateurs leur permettra d'être plus efficaces et de mieux

<sup>1</sup> Please refer to [OHCHR COVID19 Guidance](#)

orienter la population. Il est aussi prévu de mettre en place un système de remontée et d'analyse des données d'appels qui une fois opérationnel, permettra de faire remonter, aux instances de coordination nationale, les aspirations, perceptions et plaintes de la population. Cette remontée permettra d'ajuster les messages de communication et les mesures prises par les décideurs.

Ces actions combinées sur la motivation des agents, l'amélioration des conditions de travail, l'élaboration de procédures et de remontée de l'information, permettront une amélioration de la qualité de service au niveau du 1717, au droit à l'information et à la prise en charge de la toute population concernant le Covid-19.

## V. Documentation

*Attach/provide hyperlinks to documents/analysis prepared at the UNCT level with government counterparts to assess the potential cumulative impacts of COVID-19. Please indicate if the UNCT has completed and posted the National Plan for Combating COVID-19 on the WHO partner portal. [1,500 word limit]*

L'équipe pays des Nations Unies aux Comores a accompagné le Gouvernement dans l'élaboration du plan de riposte nationale et d'une feuille de route d'une période de trois mois sur la base de l'hypothèse ayant le plus cas infectés soit une prise en charge de 5000 cas d'infection au COVID -19. L'objectif de ce plan est de renforcer les capacités de préparation et de riposte à une éventuelle épidémie de COVID-19. Vous trouverez ci-joint le plan de riposte et sa une feuille de route.

L'ensemble de ces documents sont partagés/attachés sur la plate-forme de l'OMS.

## VI. Target population

*Describe and estimate the direct users of the solution and potential impact on beneficiaries. Be explicit on who has established the need (plans, national authorities, civil society, UN own analysis, or citizens). [1,500 word limit]*

Les besoins suivants sont établis sur la base des différents plans nationaux et insulaires de préparation et de riposte au COVID-19.

### Bénéficiaires directs

- Population de Mohéli qui bénéficient des soins au CHRI Fomboni (**50% soit un peu moins de 30 000 personnes**)
- **500** les personnes contaminées au COVID- 19 à Mohéli
- Au moins **54 répondants** (22 à Grandes Comores, 16 à Anjouan et 16 à Mohéli) et **12 médecins régulateurs** (04 dans chaque île) sont tenus de recevoir une prise en charge en repas et déplacements pendant 3 mois
- [Le personnel dispensant les soins au niveau du site de Mohéli bénéficiera d'indemnités](#)
- Au moins 30.000 appels sont attendus pour les 3 mois à venir, soit **30.000 personnes** qui utiliseront le service 1717
- **15 artisans** dans les 3 îles qui seront formés afin de reproduire les modèles de dispositifs à cout abordable et assurer la pérennité de ce savoir-faire.

- Personnel des 03 sites de prise en charge et des 07 sites de quarantaine qui bénéficieront d'un matériel pour assurer la prévention et le contrôle de la transmission.
- Population qui va fréquenter ces sites de prise en charge et quarantaine [quel que soit l'âge ou le sexe](#)
- **4,500 femmes enceintes, leurs nouveau-nés ainsi que les femmes victimes de viol affectées par les impacts de la pandémie COVID-19 et qui sont à haut risque d'augmentation de morbidité et de mortalité maternels et néonatales.**
- Population qui fréquente les lieux publics où seront disposés les 125 stations de lavage des mains sans contact dans des centres hospitaliers, marchés publics et écoles

#### Bénéficiaires indirects

- Tous les détenteurs d'un téléphone (51% de la population) et leur famille
- Population générale

## VII. Who will deliver this solution?

*List what Recipient UN Organizations (RUNOs) and partners will implement this project and describe their capacities to do so. Include expertise, staff deployed, as well as oversight mechanisms that determine the monitoring and evaluation (M&E) arrangements and responsibilities. Use hyperlinks to relevant sites and the current portfolios of RUNOs so the text is short and to the point. [1,500 word limit]*

Les activités de ce programme seront mises en œuvre par l'OMS, le PNUD, ~~l'UNFPA~~ et l'UNICEF qui sont les principales agences récipiendaires des fonds. Les principaux partenaires de mise en œuvre sont le Ministère de la santé, les Directions Régionales de la Santé, les sous-comités techniques de la coordination nationale de gestion du COVID-19, le Commissariat National de la Promotion du Genre, les entités gouvernementales et les Organisations Non-gouvernementales qui interviennent également dans la Communication de Risque et Engagement Communautaire (CREC).

La mise en œuvre des activités se fera en étroite collaboration avec les agences concernées directement. La coordination des activités sera assurée par la task force urgence du SNU qui regroupe toutes les agences. La task force sera en charge de fournir les orientations stratégiques pour la mise en œuvre des activités, d'assurer le suivi-évaluation du programme et d'assurer le lien direct avec les partenaires nationaux de mise en œuvre.

Toutes ces agences disposent des capacités techniques et opérationnels pour la mise en œuvre des différentes activités. En effet l'UNICEF appuie le Gouvernement de l'Union des Comores à travers l'expertise technique ainsi que le renforcement des capacités et le support matériel depuis près de 30 ans pour garantir l'appropriation et la pérennité des interventions et viser des changements positifs durables dans le domaine des Droits humains en général et des Droits de l'Enfant en particulier. Avec le soutien du siège de l'UNICEF et du Bureau régional de l'Afrique Subsaharienne et australe, l'UNICEF Comores peut tirer parti de l'expertise mondiale et régionale mais aussi capitaliser sur les efforts de plaidoyer mondiaux et régionaux dans le secteur WASH et CREC (Communication de Risque et Engagement Communautaire). L'UNICEF travaille avec les différents Ministères aux Comores, y compris les points focaux de Communication et WASH et leurs services décentralisés, pour normaliser les interventions par l'élaboration de politiques, stratégies, normes et directives nationales. L'UNICEF est notamment l'agence Lead pour le WASH aux Comores. L'UNICEF travaille par ailleurs avec un réseau de 840 Agents de Santé



Communautaires (ASC) répartis sur les 3 îles. Ces ACS ont été formés et ont été d'une grande efficacité dans la prévention des maladies à potentiel épidémique notamment lors du passage du cyclone Kenneth en avril 2019. L'UNICEF met constamment l'accent sur les enfants et les groupes marginalisés dans l'ensemble de son appui. L'UNICEF intervient à travers les compétences d'une équipe pluridisciplinaire de techniciens et d'experts nationaux et internationaux dans les domaines de la Santé, la Nutrition, le Wash, l'Education, la Protection, la Communication pour le Développement (C4D), le suivi-évaluation et l'Achat-Logistique. Dans le cadre de ce programme d'appui, l'UNICEF mettra à profit ses spécialistes Wash, Santé et C4D avec l'appui du staff des Opérations pour ce qui concerne l'Achat-Logistique, la gestion financière et les TIC, et Suivi-Evaluation pour assurer le monitoring et la bonne atteinte des produits et résultats définis.

Le PNUD est présent sur l'ensemble des 3 îles et dispose des capacités techniques pour la mise en œuvre du programme. Ainsi le PNUD va déployer le staff suivant pour assurer la mise en œuvre de ce programme aux niveaux national et insulaire. 2 chargés de communication, 3 experts en gestion de l'eau (-un par île)-, une experte internationale en WASH qui travaille à distance, 4 staffs à Mohéli, 4 staffs à Anjouan et 4 staffs à la Grande Comore en appui aux coordinations insulaires. En plus le dispose de 2 staffs qui travaillent pour le procurement.

~~Le bureau UNFPA à l'Union des Comores est présent dans les 3 îles à travers ses différents projets dans le cadre de son programme d'appui au développement et dispose de ressources humaines basées dans ces îles à cet effet.~~

Le personnel du bureau de pays de l'OMS est totalement impliqué dans la préparation et la riposte. Le bureau pays est basé à la capitale et il n'y a pas de sous bureau dans les 2 autres îles de l'archipel. Néanmoins, des consultants en urgence pourront être recrutés pour renforcer les capacités des ressources humaines en temps voulu et selon les besoins. Entre temps, la mise en œuvre des activités se fera de manière synergique avec les autres agences du SNU concernant les formations sur la PCI et la mise aux normes des centres de triage, d'isolement et de traitement. ~~Concernant le laboratoire, la mise aux normes revendra exclusivement à l'OMS qui est l'agence lead en la matière.~~

## Cover Page

<b>Contacts</b>	<b>Resident Coordinator or Focal Point in his/her Office</b> <b>Name:</b> Matthias Naab <b>Email:</b> matthias.naab@un.org <b>Position:</b> Resident Coordinator <b>Other Email:</b> mirhame.mshangama@one.un.org <b>Telephone:</b> 00269 333 39 03 <b>Skype:</b> mnaabkaito
<b>Description</b>	<i>[400 characters limit]</i> Le projet porte sur l'amélioration des capacités de préparation et de réponse au COVID-19 en Union des Comores. Les

	activités de ce programme seront mises en œuvre par l’OMS, le PNUD, <del>l’UNFPA</del> et l’UNICEF. La coordination des activités sera assurée par la task force urgence du SNU qui regroupe toutes les agences sous le leadership du Coordonnateur Résident et des orientations de l’équipe pays.
<b>Universal Markers</b>	<u>Gender Marker:</u> <i>(bold the selected; pls select one only)</i> b) Make a significant contribution to gender equality and/or the empowerment of women and girls;
<b>Fund Specific Markers</b>	<b>Human Rights Based Approach to COVID19 Response</b> <i>(bold the selected):</i> Yes Considered OHCHR guidance in proposal development <a href="#">UN OHCHR COVID19 Guidance</a>
	<b>Fund Windows</b> <i>(bold the selected; pls select one only)</i> Window 1: Enable Governments and Communities to Tackle the Emergency
<b>Geographical Scope</b>	<b>Regions:</b> AFRICA <b>Country:</b> Union des Comores
<b>Recipient UN Organizations</b>	<u>Agence :</u> OMS; <u>Name of contact:</u> Dr Abdoulaye Diarra <u>Position:</u> Resident Representative ai <u>E-mail address:</u> diarra@who.int  <u>Agence :</u> PNUD <u>Name of contact:</u> Fenella Frost <u>Position:</u> Resident Representative <u>E-mail address:</u> Fenella.frost@undp.org  <u>Agence :</u> UNICEF <u>Name of Contact:</u> Marcel Ouattara <u>Position:</u> Resident Representative <u>E-mail address:</u> mouattara@unicef.org <del>UNFPA, PNUD, UNICEF</del>

Field Code Changed

Formatted: French (France)

Formatted: English (United States)

Formatted: English (United States)

Formatted: English (United States)

Field Code Changed

Formatted: English (United States)

Formatted: English (United States)

Formatted: English (United States)

Formatted: English (United States)

Field Code Changed

Formatted: Hyperlink

Formatted: English (United States)

Formatted: English (United States)

Formatted: English (United States)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

<b>Implementing Partners</b>	Ministère de la santé, les Directions Régionales de la Santé, les sous-comités techniques de la coordination nationale de gestion du COVID-19, le Commissariat National de la Promotion du Genre, la DGEME, le Ministère en charge de l'énergie, les entités gouvernementales et les Organisations Non-gouvernementales qui interviennent dans la Communication de Risque et Engagement Communautaire (CREC).			
<b>Programme and Project Cost</b>	<b>Budget</b>	<b>Agency</b>	<b>Amount</b>	<b>Comments</b>
	Budget Requested	300 000	\$	
	In-kind Contributions			
	Total		\$	
<b>Comments</b>				
<b>Programme Duration</b>	<b>Start Date: May 2020</b>			
	Duration (In months): 7			
	<b>End Date: December 2020</b>			

## Results Framework

INSTRUCTIONS: Each proposal will pick a window. As part of the proposal the agencies, funds and programme will develop an outcome, outcome indicators, outputs and output indicators that will contribute to the achievement of the selected proposal outcome.

Window 1: Proposal Outcome					Outcome Total Budget USD
	1.1 La Ligne Verte 1717 est opérationnelle pour recevoir les demandes d'information et orientation de prise en charge et pour remonter les plaintes et feedbacks de la part de la population concernant le Covid-19				USD
		Baseline	Target	Means of	Responsible Org

				<b>verification</b>	
<b>Outcome Indicator</b> [Max 2500 characters]	<u>1.1a</u>  Nombre de personnes partageant leurs préoccupations et posant des questions à travers le numéro vert 1717 pour accéder aux services de soutien disponibles <del>1.1a</del> Nombre d'appels reçus et traités par le 1717 dans les trois îles	<u>3.312</u> <del>N/a</del>	30.000	Rapport de traitement d'appels	UNICEF
	1.1b Add outcome indicator (it may be a relevant SDG indicator)				
<b>Proposal Outputs</b>	1.1.1 Au moins 54 répondants et 12 Médecins régulateurs bénévoles du 1717 sont pris en charge au niveau des trois îles				
	1.1.2 Les trois centres d'appels 1717 sont renforcés sur le plan logistique				
	1.1.3 Les données d'appel 1717 sont remontées, compilées et analysées				
	1.1.4 Les conditions d'hygiène dans les centres d'appel et la protection des agents du centre- sont améliorées				
<b>Proposal Output Indicators</b>	1.1.1 Nombre de répondants et médecins régulateurs pris en charge <u>désagrégés par sexe</u>	0	66	Rapports hebdomadaires	UNICEF
	<del>1.1.2</del> Situation d'opérationnalité du 1717	<del>Partiellement Opérationnelle</del>	<del>Opérationnelle 24h/24h</del>	<del>Rapports hebdomadaires</del>	<del>UNICEF</del>
	<del>1.1.3</del> Disponibilité <u>du rapport</u> d'analyse hebdomadaire des données d'appels	Non-disponible	Disponible	Rapports hebdomadaires d'analyse des données d'appel	UNICEF
	<del>1.1.4</del> Nombre d'agents dotés d'équipements de protection	0	66		PNUD
<b>Window 1: Proposal</b>	<b>1.2 Les mesures de prévention de transmission des infections au niveau des sites , <u>des laboratoires</u> et</b>				<b>Outcome Total Budget</b>

Outcome	des espaces publics clés sont assurées				USD
Outcome Indicator [Max 2500 characters]	1.1a <a href="#">Nombre de personnes ayant reçu de fournitures et des services WASH (y compris les articles d'hygiène)</a>	85	75,000	<a href="#">Rapport de mise en œuvre du plan de contingence COVID 19</a>	<a href="#">UNICEF Rapport de mise en œuvre du plan de contingence COVID-19</a>
	1.1a Add outcome indicator (it may be a relevant SDG indicator)				
	1.1b Add outcome indicator (it may be a relevant SDG indicator)				
Proposal Outputs	1.2.1 Une évaluation rapide des mesures d'hygiène et de prévention des 03 sites de prise en charge et des 07 sites de quarantaine est effectuée				
	1.2.2 Les équipements de protection et d'hygiène ainsi que les installations de lavage sont fournies aux structures recevant des personnes en quarantaine ou traitant des cas de COVID-19 et				
	1.2.3 Les artisans sont formés pour construire des modèles de stations de lavage des mains sans contact disposés dans 125 sites publics				
	1.2.4 <a href="#">Un système de biosécurité et de biosureté est mis en place dans les laboratoires</a>				
Proposal Output Indicators	1.2.1a Evaluation rapide (IPC) au niveau des 10 sites effectués	-	Rapport Disponible	Rapport de l'évaluation	UNICEF
	1.2.2a Nombre du personnel de sante des sites de prise en charge, <a href="#">des laboratoires</a> et des sites quarantaines formés et équipés en PPE	0	100		UNICEF
	1.2.2b Nombre de sites de prise en charge, <a href="#">des laboratoires</a> et de quarantaine avec SOPs élaborés et mesures IPC respectées	0	10		UNICEF

Formatted Table

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

	1.2.2c Assurer la potabilisation de l'eau au niveau des sites et l'alimentation en eau potable le cas échéant	0	10		PNUD
	<del>1.2.3a</del> Nombre d'artisans pour fabriquer des dispositifs de lavage des mains « sans contact » formés	<del>0</del>	<del>15 artisans formés</del>	Rapport de présence à la formation	UNICEF
	1.2.3b Nombre de <del>dispositifs-station</del> de lavage des mains sans contact déployés <u>mises en place</u>	0	125 <del>stations installées</del>	Rapport de fabrication et d'installation	UNICEF
Window 1: Proposal outcome					Outcome Total Budget
	1.4 Please develop a relevant outcome for the proposal Le site d'isolement de Mohéli dispose des capacités <del>nécessaires</del> <u>opérationnelles</u> pour la prise en charge des malades contaminés au COVID-19				USD
		Baseline	Target	Means of verification	Responsible Org
Outcome Indicator	<u>1.2a</u> Nombre de pavillons d'accueil des personnes contaminés par le COVID-19 équipés opérationnels et qui respectent les besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des PVH	<u>0</u>	<u>2</u>	Rapport de la coordination nationale COVID-19	PNUD/OMS
	<del>1.2a</del> Add outcome indicator (it may be a relevant SDG indicator)				
	<u>1.2 b</u> % malades désagrégés par sexe pris en charge dans le centre d'isolement conformément au protocole national	<u>0%</u>	<u>100%</u>	Rapport de la coordination nationale COVID-19	OMS/PNUD
	<del>1.2 b</del> Add outcome indicator (it may be a relevant SDG indicator)				
Proposal Outputs	1.2.1: Les capacités de prise en charge <u>médicale</u> des <u>personnes affectées par le COVID-19</u> <del>sont malades sont</del> renforcées				
	1.2.2: Les pavillons du CHRI de Fomboni affectés pour l'accueil des malades contaminés sont réhabilités				

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

	1.2.3: L'autonomie énergétique du centre d'isolement de Mohéli est assurée				
Proposal Output Indicators	1.2.1 a Equipements et matériels de prise en charge des cas COVID : <del>1.2.1 a</del> <del>% malades désagrégés par sexe pris en charge dans le centre d'isolement</del>	<del>Non 0</del>	<del>Oui 100</del>	Rapport de suivi des malades	OMS/PNUD
	1.2.1b <del>Nombre d'infrastructures de prise en charge opérationnelle</del> <del>Nombre de pavillons d'accueil des personnes contaminés par le COVID-19 équipés aux normes et opérationnels</del>	0	2	Rapport de suivi des malades dans les pavillons de prise en charge	PNUD
	1.2.1 c Un système d'alimentation en <del>énergie électrique</del> autonome est installé au niveau du Centre d'isolement de Mohéli	0	1	Rapport de du Centre d'isolement de Mohéli	PNUD
	1.2.1 d <del>% Pourcentage de personnel formé à la PCI en milieu hospitalier</del> <del>Nombre d'ambulances disponibles dans les centres de PEC</del>	<del>0%</del>	<del>100%</del>	Rapport de supervision	OMS
	1.2.1. e <del>% Pourcentage de personnel formé à la PEC correcte des cas</del> <del>Nombre de sites ayant un personnel formé à la PEC correcte des cas</del>	<del>0%</del>	<del>100%</del>	Rapport de supervision de formation	OMS

## SDG Targets and Indicators

Please consult Annex: [SDG List](#)

Please select no more than three Goals and five SDG targets relevant to your programme.

*(selections may be bolded)*

Sustainable Development Goals (SDGs) [select max 3 goals]		
<input type="checkbox"/> SDG 1 (No poverty)	<input type="checkbox"/> SDG 9 (Industry, Innovation and Infrastructure)	
<input type="checkbox"/> SDG 2 (Zero hunger)	<input type="checkbox"/> SDG 10 (Reduced Inequalities)	
<input checked="" type="checkbox"/> SDG 3 (Good health & well-being)	<input type="checkbox"/> SDG 11 (Sustainable Cities & Communities)	
<input type="checkbox"/> SDG 4 (Quality education)	<input type="checkbox"/> SDG 12 (Responsible Consumption & Production)	
<input type="checkbox"/> SDG 5 (Gender equality)	<input type="checkbox"/> SDG 13 (Climate action)	
<input checked="" type="checkbox"/> SDG 6 (Clean water and sanitation)	<input type="checkbox"/> SDG 14 (Life below water)	
<input checked="" type="checkbox"/> SDG 7 (Sustainable energy)	<input type="checkbox"/> SDG 15 (Life on land)	
<input type="checkbox"/> SDG 8 (Decent work & Economic Growth)	<input type="checkbox"/> SDG 16 (Peace, justice & strong institutions)	
<input type="checkbox"/> SDG 17 (Partnerships for the Goals)		
Relevant SDG Targets and Indicators [Depending on the selected SDG please indicate the relevant target and indicators.]		
Target	Indicator # and Description	Estimated % Budget allocated
TARGET_3.3		
TARGET_7.b		
TARGET_6.b		



## Risk

**What risks and challenges will complicate this solution, and how they will be managed and overcome?**

*(COVID19 has created an unprecedented and fast changing development context. Accepting this volatile situation, please identify up to three risk to the success of the proposal based on best available analysis to the UN) Please enter no more than 3.*

Event	Categories Financial Operational Organizational Political (regulatory and/or strategic)	Level 3 – Very High 2 – Medium High 1 - Low	Likelihood 6 – Expected 5 – Highly Likely 4 – Likely 3 – Moderate 2 – Low Likelihood 1- Not Likely 0 – Not Applicable	Impact 5 – Extreme 4 – Major 3 – Moderate 2 – Minor 1 – Insignificant	Mitigating Measures (List the specific mitigation measures)	Risk Owner
Risk1 En raison de la fermeture de l'aéroport international <u>et la limitation des déplacements</u> , il risque d'avoir un retard dans acquisition des équipements et la réhabilitation du centre d'isolement	Opérationnel	3	Highly Likely	Extreme	-Prévoir un budget conséquent pour pouvoir affréter un avion privé  -Identifier des fournisseurs qui disposent sur place du matériels recherché  -Lancer à <u>l'immédiat-l'immediat</u> le processus d'identification des fournisseurs capable de livrer les équipements aux Comores aux Comores	PNUD
<u>Risk 2</u> <u>En cas de flambée épidémique, il est possible que</u>	<u>Opérationnel</u>	<u>Medium high</u>	<u>Likely</u>	<u>Major</u>	<u>Renforcer le lien entre les centres d'appels 1717 et les sous-comités de prise en charge national et insulaires, pour qu'en cas d'absence des</u>	<u>UNICEF</u>

Formatted Table

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

les médecins régulateurs et certains répondants 1717 soient sollicités pour appuyer la prise en charge					médecins régulateurs, les répondant sachent vers qui orienter les cas d'alerte		
<u>Risk 3</u> Démotivation et manque de mobilisation des bénévoles au niveau des centres d'appels 1717 (médecins ou répondants)	Opérationnel	Medium high	Likely	Major	- Légère hausse des indemnités de déplacement et amélioration logistique des centres d'appels - Réfléchir sur un système de reconnaissance des répondants et médecins régulateurs à la fin de la crise sanitaire	UNICEF	
<u>Risk 4</u> Manque de clarté au niveau de la tutelle des centres d'appels et éventuelle guerre de « récupération »	Organisationnel	Medium high	Likely	Major	Organiser des réunions avec les Ministères impliqués concernant la tutelle légale des centres d'appels et sur l'aspect post-épidémie	UNICEF	
<u>Risk 5</u> Capacités en ressources humaines techniques limitées à Mohéli	Opérationnel	3	Highly Likely	Extreme	Redéployer temporairement du personnel des autres centres hospitalier à Mohéli	OMS	<u>Risk 2</u> Capacités en ressources humaines techniques limitées à Mohéli

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: Not Highlight

Formatted: French (France)

## Budget by UNDG Categories

\*Up to Four Agencies

Budget Lines	Fiscal Year	Description [OPTIONAL]	UNICEF	PNUD	UNFPA	OMS	Total USD
2. Supplies, Commodities, Materials	2020	3 climatiseurs	3,000				
	2020	9 ventilateurs	500				
	2020	45 chaises	1,000				
	2020	3 sets de tables	1,000				
	2020	3 ordinateurs	4,500				
	2020	Kits IPC site et matériel de protection personnel	18,000				
	2020	Production Dispositifs lavage des mains sans contact	<del>7,500</del> 10,000				
	2020	Mobilisation de 3 camions par jours pour une distribution de l'eau potable dans les sites de quarantaines et d'isolement		24 344			
		Equipements médicalisés		60 000			
		Kits de protection agents ligne verte		1 000			
	Carburant pour le transport des malades sévères vers les salles adaptées						
3. Equipment, Vehicles, and Furniture, incl. Depreciation	2020						
4. Contractual services	2020	Aménagement des 3 centres d'appels	<del>2,000</del> 3,000				
		Aménagement et sécurisation du site d'isolement de Mohéli		35 000			
		Mise en place de système de remontée et analyse de données d'appels	7,500				
		Développement du manuel des répondants et médecins régulateurs	3,000				
		Formation artisans pour la fabrication des stations d'eau	15,000				
		Formation pour le personnel de nettoyage des sites	3,000				
		Formation des agents de santé sur la <a href="#">gestion-PEC correcte</a> des cas de CoVID-19 <a href="#">et la PCI en milieu hospitalier</a>			<del>10 000</del>	24 800 000	
		<a href="#">Formation des techniciens des laboratoires sur les normes de biosécurité et sûreté</a>				15 000	
5. Travel	2020	Mission de suivi dans les 2 îles Mohéli et Anjouan (6 missions prévues)	9,500				

		Mission de supervision des travaux à Mohéli		2 572		3 500	
		Mission de suivi et de supervision dans les îles (DSA, billet et carburant pour les ambulance)			<del>3 379</del>		
6. Transfers and Grants to Counterparts	2020						
		Repas et indemnité de déplacement des répondants et médecins régulateurs/3mois	<del>25,000</del> <u>28,000</u>				
		<a href="#">Indemnités des équipes de soins à l'hôpital de Mohéli</a>				<u>16 994</u>	
7. General Operating and other Direct Costs	2020		<del>5,025</del> <u>5,150</u>				
<b>Sub Total Programme Costs</b>			<del>105,525</del> <u>112,150</u>	<b>122 , 916</b>	<del>13 379</del>	<u>38 500</u>	
8. Indirect Support Costs * 7%			<del>7,387</del> <u>7,851</u>	8 604	<del>936,53</del>	<del>2 695</del>	
<b>Total</b>			<del>112,912</del> <u>120,001</u>	<b>131 520</b>	<del>14 315,53</del>	<u>41 195</u>	<b>300 000</b>

\* The rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the COVID-19 Response MOU and should follow the rules and guidelines of each recipient organization. Note that Agency-incurred direct project implementation costs should be charged to the relevant budget line, in line with UNSDG guidance.

Annex: SDG List

Target	Description
<b>TARGET_1.1</b>	1.1 By 2030, eradicate extreme poverty for all people everywhere, currently measured as people living on less than \$1.25 a day
TARGET_1.2	1.2 By 2030, reduce at least by half the proportion of men, women and children of all ages living in poverty in all its dimensions according to national definitions
<b>TARGET_1.3</b>	1.3 Implement nationally appropriate social protection systems and measures for all, including floors, and by 2030 achieve substantial coverage of the poor and the vulnerable
TARGET_1.4	1.4 By 2030, ensure that all men and women, in particular the poor and the vulnerable, have equal rights to economic resources, as well as access to basic services, ownership and control over land and other forms of property, inheritance, natural resources, appropriate new technology and financial services, including microfinance
TARGET_1.5	1.5 By 2030, build the resilience of the poor and those in vulnerable situations and reduce their exposure and vulnerability to climate-related extreme events and other economic, social and environmental shocks and disasters
<b>TARGET_1.a</b>	1.a Ensure significant mobilization of resources from a variety of sources, including through enhanced development cooperation, in order to provide adequate and predictable means for developing countries, in particular least developed countries, to implement programmes and policies to end poverty in all its dimensions
TARGET_1.b	1.b Create sound policy frameworks at the national, regional and international levels, based on pro-poor and gender-sensitive development strategies, to support accelerated investment in poverty eradication actions
<b>TARGET_2.1</b>	2.1 By 2030, end hunger and ensure access by all people, in particular the poor and people in vulnerable situations, including infants, to safe, nutritious and sufficient food all year round
TARGET_2.2	2.2 By 2030, end all forms of malnutrition, including achieving, by 2025, the internationally agreed targets on stunting and wasting in children under 5 years of age, and address the nutritional needs of adolescent girls, pregnant and lactating women and older persons
TARGET_2.3	2.3 By 2030, double the agricultural productivity and incomes of small-scale food producers, in particular women, indigenous peoples, family farmers, pastoralists and fishers, including through secure and equal access to land, other productive resources and inputs, knowledge, financial services, markets and opportunities for value addition and non-farm employment
TARGET_2.4	2.4 By 2030, ensure sustainable food production systems and implement resilient agricultural practices that increase productivity and production, that help maintain ecosystems, that strengthen capacity for adaptation to climate change, extreme weather, drought, flooding and other disasters and that progressively improve land and soil quality
TARGET_2.5	2.5 By 2020, maintain the genetic diversity of seeds, cultivated plants and farmed and domesticated animals and their related wild species, including through soundly managed and diversified seed and plant banks at the national, regional and international levels, and promote access to and fair and equitable sharing of benefits arising from the utilization of genetic resources and associated traditional knowledge, as internationally agreed
TARGET_2.a	2.a Increase investment, including through enhanced international cooperation, in rural infrastructure, agricultural research and extension services, technology development and plant and livestock gene banks in order to enhance agricultural productive capacity in developing countries, in particular least developed countries
TARGET_2.b	2.b Correct and prevent trade restrictions and distortions in world agricultural markets, including through the parallel elimination of all forms of agricultural export subsidies and all export measures with equivalent effect, in accordance with the mandate of the Doha Development Round

Target	Description
TARGET_2.c	2.c Adopt measures to ensure the proper functioning of food commodity markets and their derivatives and facilitate timely access to market information, including on food reserves, in order to help limit extreme food price volatility
TARGET_3.1	3.1 By 2030, reduce the global maternal mortality ratio to less than 70 per 100,000 live births
TARGET_3.2	3.2 By 2030, end preventable deaths of newborns and children under 5 years of age, with all countries aiming to reduce neonatal mortality to at least as low as 12 per 1,000 live births and under-5 mortality to at least as low as 25 per 1,000 live births
<b>TARGET_3.3</b>	3.3 By 2030, end the epidemics of AIDS, tuberculosis, malaria and neglected tropical diseases and combat hepatitis, water-borne diseases and other communicable diseases
TARGET_3.4	3.4 By 2030, reduce by one third premature mortality from non-communicable diseases through prevention and treatment and promote mental health and well-being
TARGET_3.5	3.5 Strengthen the prevention and treatment of substance abuse, including narcotic drug abuse and harmful use of alcohol
TARGET_3.6	3.6 By 2020, halve the number of global deaths and injuries from road traffic accidents
TARGET_3.7	3.7 By 2030, ensure universal access to sexual and reproductive health-care services, including for family planning, information and education, and the integration of reproductive health into national strategies and programmes
TARGET_3.8	3.8 Achieve universal health coverage, including financial risk protection, access to quality essential health-care services and access to safe, effective, quality and affordable essential medicines and vaccines for all
TARGET_3.9	3.9 By 2030, substantially reduce the number of deaths and illnesses from hazardous chemicals and air, water and soil pollution and contamination
TARGET_3.a	3.a Strengthen the implementation of the World Health Organization Framework Convention on Tobacco Control in all countries, as appropriate
TARGET_3.b	3.b Support the research and development of vaccines and medicines for the communicable and non-communicable diseases that primarily affect developing countries, provide access to affordable essential medicines and vaccines, in accordance with the Doha Declaration on the TRIPS Agreement and Public Health, which affirms the right of developing countries to use to the full the provisions in the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights regarding flexibilities to protect public health, and, in particular, provide access to medicines for all
<b>TARGET_3.c</b>	3.c Substantially increase health financing and the recruitment, development, training and retention of the health workforce in developing countries, especially in least developed countries and small island developing States
<b>TARGET_3.d</b>	3.d Strengthen the capacity of all countries, in particular developing countries, for early warning, risk reduction and management of national and global health risks
TARGET_4.1	4.1 By 2030, ensure that all girls and boys complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes
TARGET_4.2	4.2 By 2030, ensure that all girls and boys have access to quality early childhood development, care and pre-primary education so that they are ready for primary education
TARGET_4.3	4.3 By 2030, ensure equal access for all women and men to affordable and quality technical, vocational and tertiary education, including university
TARGET_4.4	4.4 By 2030, substantially increase the number of youth and adults who have relevant skills, including technical and vocational skills, for employment, decent jobs and entrepreneurship
TARGET_4.5	4.5 By 2030, eliminate gender disparities in education and ensure equal access to all levels of education and vocational training for the vulnerable, including persons with disabilities, indigenous peoples and children in vulnerable situations

Target	Description
TARGET_4.6	4.6 By 2030, ensure that all youth and a substantial proportion of adults, both men and women, achieve literacy and numeracy
TARGET_4.7	4.7 By 2030, ensure that all learners acquire the knowledge and skills needed to promote sustainable development, including, among others, through education for sustainable development and sustainable lifestyles, human rights, gender equality, promotion of a culture of peace and non-violence, global citizenship and appreciation of cultural diversity and of culture's contribution to sustainable development
TARGET_4.a	4.a Build and upgrade education facilities that are child, disability and gender sensitive and provide safe, non-violent, inclusive and effective learning environments for all
TARGET_4.b	4.b By 2020, substantially expand globally the number of scholarships available to developing countries, in particular least developed countries, small island developing States and African countries, for enrolment in higher education, including vocational training and information and communications technology, technical, engineering and scientific programmes, in developed countries and other developing countries
TARGET_4.c	4.c By 2030, substantially increase the supply of qualified teachers, including through international cooperation for teacher training in developing countries, especially least developed countries and small island developing States
TARGET_5.1	5.1 End all forms of discrimination against all women and girls everywhere
TARGET_5.2	5.2 Eliminate all forms of violence against all women and girls in the public and private spheres, including trafficking and sexual and other types of exploitation
TARGET_5.3	5.3 Eliminate all harmful practices, such as child, early and forced marriage and female genital mutilation
TARGET_5.4	5.4 Recognize and value unpaid care and domestic work through the provision of public services, infrastructure and social protection policies and the promotion of shared responsibility within the household and the family as nationally appropriate
<b>TARGET_5.5</b>	5.5 Ensure women's full and effective participation and equal opportunities for leadership at all levels of decision-making in political, economic and public life
TARGET_5.6	5.6 Ensure universal access to sexual and reproductive health and reproductive rights as agreed in accordance with the Programme of Action of the International Conference on Population and Development and the Beijing Platform for Action and the outcome documents of their review conferences
TARGET_5.a	5.a Undertake reforms to give women equal rights to economic resources, as well as access to ownership and control over land and other forms of property, financial services, inheritance and natural resources, in accordance with national laws
<b>TARGET_5.b</b>	5.b Enhance the use of enabling technology, in particular information and communications technology, to promote the empowerment of women
<b>TARGET_5.c</b>	5.c Adopt and strengthen sound policies and enforceable legislation for the promotion of gender equality and the empowerment of all women and girls at all levels
TARGET_6.1	6.1 By 2030, achieve universal and equitable access to safe and affordable drinking water for all
TARGET_6.2	6.2 By 2030, achieve access to adequate and equitable sanitation and hygiene for all and end open defecation, paying special attention to the needs of women and girls and those in vulnerable situations
TARGET_6.3	6.3 By 2030, improve water quality by reducing pollution, eliminating dumping and minimizing release of hazardous chemicals and materials, halving the proportion of untreated wastewater and substantially increasing recycling and safe reuse globally
TARGET_6.4	6.4 By 2030, substantially increase water-use efficiency across all sectors and ensure sustainable withdrawals and supply of freshwater to address water scarcity and substantially reduce the number of people suffering from water scarcity

Target	Description
TARGET_6.5	6.5 By 2030, implement integrated water resources management at all levels, including through transboundary cooperation as appropriate
TARGET_6.6	6.6 By 2020, protect and restore water-related ecosystems, including mountains, forests, wetlands, rivers, aquifers and lakes
TARGET_6.a	6.a By 2030, expand international cooperation and capacity-building support to developing countries in water- and sanitation-related activities and programmes, including water harvesting, desalination, water efficiency, wastewater treatment, recycling and reuse technologies
TARGET_6.b	6.b Support and strengthen the participation of local communities in improving water and sanitation management
TARGET_7.1	7.1 By 2030, ensure universal access to affordable, reliable and modern energy services
TARGET_7.2	7.2 By 2030, increase substantially the share of renewable energy in the global energy mix
TARGET_7.3	7.3 By 2030, double the global rate of improvement in energy efficiency
TARGET_7.a	7.a By 2030, enhance international cooperation to facilitate access to clean energy research and technology, including renewable energy, energy efficiency and advanced and cleaner fossil-fuel technology, and promote investment in energy infrastructure and clean energy technology
TARGET_7.b	7.b By 2030, expand infrastructure and upgrade technology for supplying modern and sustainable energy services for all in developing countries, in particular least developed countries, small island developing States and landlocked developing countries, in accordance with their respective programmes of support
<b>TARGET_8.1</b>	8.1 Sustain per capita economic growth in accordance with national circumstances and, in particular, at least 7 per cent gross domestic product growth per annum in the least developed countries
TARGET_8.10	8.10 Strengthen the capacity of domestic financial institutions to encourage and expand access to banking, insurance and financial services for all
<b>TARGET_8.2</b>	8.2 Achieve higher levels of economic productivity through diversification, technological upgrading and innovation, including through a focus on high-value added and labour-intensive sectors
TARGET_8.3	8.3 Promote development-oriented policies that support productive activities, decent job creation, entrepreneurship, creativity and innovation, and encourage the formalization and growth of micro-, small- and medium-sized enterprises, including through access to financial services
TARGET_8.4	8.4 Improve progressively, through 2030, global resource efficiency in consumption and production and endeavour to decouple economic growth from environmental degradation, in accordance with the 10-Year Framework of Programmes on Sustainable Consumption and Production, with developed countries taking the lead
<b>TARGET_8.5</b>	8.5 By 2030, achieve full and productive employment and decent work for all women and men, including for young people and persons with disabilities, and equal pay for work of equal value
TARGET_8.6	8.6 By 2020, substantially reduce the proportion of youth not in employment, education or training
TARGET_8.7	8.7 Take immediate and effective measures to eradicate forced labour, end modern slavery and human trafficking and secure the prohibition and elimination of the worst forms of child labour, including recruitment and use of child soldiers, and by 2025 end child labour in all its forms
TARGET_8.8	8.8 Protect labour rights and promote safe and secure working environments for all workers, including migrant workers, in particular women migrants, and those in precarious employment
TARGET_8.9	8.9 By 2030, devise and implement policies to promote sustainable tourism that creates jobs and promotes local culture and products
TARGET_8.a	8.a Increase Aid for Trade support for developing countries, in particular least developed countries, including through the Enhanced Integrated Framework for Trade-related Technical Assistance to Least Developed Countries
TARGET_8.b	8.b By 2020, develop and operationalize a global strategy for youth employment and implement the Global Jobs Pact of the International Labour



Target	Description
	Organization
<b>TARGET_9.1</b>	9.1 Develop quality, reliable, sustainable and resilient infrastructure, including regional and transborder infrastructure, to support economic development and human well-being, with a focus on affordable and equitable access for all
TARGET_9.2	9.2 Promote inclusive and sustainable industrialization and, by 2030, significantly raise industry's share of employment and gross domestic product, in line with national circumstances, and double its share in least developed countries
TARGET_9.3	9.3 Increase the access of small-scale industrial and other enterprises, in particular in developing countries, to financial services, including affordable credit, and their integration into value chains and markets
TARGET_9.4	9.4 By 2030, upgrade infrastructure and retrofit industries to make them sustainable, with increased resource-use efficiency and greater adoption of clean and environmentally sound technologies and industrial processes, with all countries taking action in accordance with their respective capabilities
TARGET_9.5	9.5 Enhance scientific research, upgrade the technological capabilities of industrial sectors in all countries, in particular developing countries, including, by 2030, encouraging innovation and substantially increasing the number of research and development workers per 1 million people and public and private research and development spending
TARGET_9.a	9.a Facilitate sustainable and resilient infrastructure development in developing countries through enhanced financial, technological and technical support to African countries, least developed countries, landlocked developing countries and small island developing States
<b>TARGET_9.b</b>	9.b Support domestic technology development, research and innovation in developing countries, including by ensuring a conducive policy environment for, inter alia, industrial diversification and value addition to commodities
TARGET_9.c	9.c Significantly increase access to information and communications technology and strive to provide universal and affordable access to the Internet in least developed countries by 2020
TARGET_10.1	10.1 By 2030, progressively achieve and sustain income growth of the bottom 40 per cent of the population at a rate higher than the national average
TARGET_10.2	10.2 By 2030, empower and promote the social, economic and political inclusion of all, irrespective of age, sex, disability, race, ethnicity, origin, religion or economic or other status
TARGET_10.3	10.3 Ensure equal opportunity and reduce inequalities of outcome, including by eliminating discriminatory laws, policies and practices and promoting appropriate legislation, policies and action in this regard
TARGET_10.4	10.4 Adopt policies, especially fiscal, wage and social protection policies, and progressively achieve greater equality
TARGET_10.5	10.5 Improve the regulation and monitoring of global financial markets and institutions and strengthen the implementation of such regulations
TARGET_10.6	10.6 Ensure enhanced representation and voice for developing countries in decision-making in global international economic and financial institutions in order to deliver more effective, credible, accountable and legitimate institutions
TARGET_10.7	10.7 Facilitate orderly, safe, regular and responsible migration and mobility of people, including through the implementation of planned and well-managed migration policies
TARGET_10.a	10.a Implement the principle of special and differential treatment for developing countries, in particular least developed countries, in accordance with World Trade Organization agreements
TARGET_10.b	10.b Encourage official development assistance and financial flows, including foreign direct investment, to States where the need is greatest, in

Target	Description
	particular least developed countries, African countries, small island developing States and landlocked developing countries, in accordance with their national plans and programmes
TARGET_10.c	10.c By 2030, reduce to less than 3 per cent the transaction costs of migrant remittances and eliminate remittance corridors with costs higher than 5 per cent
TARGET_11.1	11.1 By 2030, ensure access for all to adequate, safe and affordable housing and basic services and upgrade slums
TARGET_11.2	11.2 By 2030, provide access to safe, affordable, accessible and sustainable transport systems for all, improving road safety, notably by expanding public transport, with special attention to the needs of those in vulnerable situations, women, children, persons with disabilities and older persons
TARGET_11.3	11.3 By 2030, enhance inclusive and sustainable urbanization and capacity for participatory, integrated and sustainable human settlement planning and management in all countries
TARGET_11.4	11.4 Strengthen efforts to protect and safeguard the world's cultural and natural heritage
TARGET_11.5	11.5 By 2030, significantly reduce the number of deaths and the number of people affected and substantially decrease the direct economic losses relative to global gross domestic product caused by disasters, including water-related disasters, with a focus on protecting the poor and people in vulnerable situations
TARGET_11.6	11.6 By 2030, reduce the adverse per capita environmental impact of cities, including by paying special attention to air quality and municipal and other waste management
TARGET_11.7	11.7 By 2030, provide universal access to safe, inclusive and accessible, green and public spaces, in particular for women and children, older persons and persons with disabilities
TARGET_11.a	11.a Support positive economic, social and environmental links between urban, peri-urban and rural areas by strengthening national and regional development planning
TARGET_11.b	11.b By 2020, substantially increase the number of cities and human settlements adopting and implementing integrated policies and plans towards inclusion, resource efficiency, mitigation and adaptation to climate change, resilience to disasters, and develop and implement, in line with the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030, holistic disaster risk management at all levels
TARGET_11.c	11.c Support least developed countries, including through financial and technical assistance, in building sustainable and resilient buildings utilizing local materials
TARGET_12.1	12.1 Implement the 10-Year Framework of Programmes on Sustainable Consumption and Production Patterns, all countries taking action, with developed countries taking the lead, taking into account the development and capabilities of developing countries
TARGET_12.2	12.2 By 2030, achieve the sustainable management and efficient use of natural resources
TARGET_12.3	12.3 By 2030, halve per capita global food waste at the retail and consumer levels and reduce food losses along production and supply chains, including post-harvest losses
TARGET_12.4	12.4 By 2020, achieve the environmentally sound management of chemicals and all wastes throughout their life cycle, in accordance with agreed international frameworks, and significantly reduce their release to air, water and soil in order to minimize their adverse impacts on human health and the environment
TARGET_12.5	12.5 By 2030, substantially reduce waste generation through prevention, reduction, recycling and reuse
TARGET_12.6	12.6 Encourage companies, especially large and transnational companies, to adopt sustainable practices and to integrate sustainability information

Target	Description
	into their reporting cycle
TARGET_12.7	12.7 Promote public procurement practices that are sustainable, in accordance with national policies and priorities
TARGET_12.8	12.8 By 2030, ensure that people everywhere have the relevant information and awareness for sustainable development and lifestyles in harmony with nature
TARGET_12.a	12.a Support developing countries to strengthen their scientific and technological capacity to move towards more sustainable patterns of consumption and production
TARGET_12.b	12.b Develop and implement tools to monitor sustainable development impacts for sustainable tourism that creates jobs and promotes local culture and products
TARGET_12.c	12.c Rationalize inefficient fossil-fuel subsidies that encourage wasteful consumption by removing market distortions, in accordance with national circumstances, including by restructuring taxation and phasing out those harmful subsidies, where they exist, to reflect their environmental impacts, taking fully into account the specific needs and conditions of developing countries and minimizing the possible adverse impacts on their development in a manner that protects the poor and the affected communities
TARGET_13.1	13.1 Strengthen resilience and adaptive capacity to climate-related hazards and natural disasters in all countries
TARGET_13.2	13.2 Integrate climate change measures into national policies, strategies and planning
TARGET_13.3	13.3 Improve education, awareness-raising and human and institutional capacity on climate change mitigation, adaptation, impact reduction and early warning
TARGET_13.a	13.a Implement the commitment undertaken by developed-country parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change to a goal of mobilizing jointly \$100 billion annually by 2020 from all sources to address the needs of developing countries in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation and fully operationalize the Green Climate Fund through its capitalization as soon as possible
TARGET_13.b	13.b Promote mechanisms for raising capacity for effective climate change-related planning and management in least developed countries and small island developing States, including focusing on women, youth and local and marginalized communities
TARGET_14.1	14.1 By 2025, prevent and significantly reduce marine pollution of all kinds, in particular from land-based activities, including marine debris and nutrient pollution
TARGET_14.2	14.2 By 2020, sustainably manage and protect marine and coastal ecosystems to avoid significant adverse impacts, including by strengthening their resilience, and take action for their restoration in order to achieve healthy and productive oceans
TARGET_14.3	14.3 Minimize and address the impacts of ocean acidification, including through enhanced scientific cooperation at all levels
TARGET_14.4	14.4 By 2020, effectively regulate harvesting and end overfishing, illegal, unreported and unregulated fishing and destructive fishing practices and implement science-based management plans, in order to restore fish stocks in the shortest time feasible, at least to levels that can produce maximum sustainable yield as determined by their biological characteristics
TARGET_14.5	14.5 By 2020, conserve at least 10 per cent of coastal and marine areas, consistent with national and international law and based on the best available scientific information
TARGET_14.6	14.6 By 2020, prohibit certain forms of fisheries subsidies which contribute to overcapacity and overfishing, eliminate subsidies that contribute to illegal, unreported and unregulated fishing and refrain from introducing new such subsidies, recognizing that appropriate and effective special and differential treatment for developing and least developed countries should be an integral part of the World Trade Organization fisheries subsidies

Target	Description
	negotiation3
TARGET_14.7	14.7 By 2030, increase the economic benefits to small island developing States and least developed countries from the sustainable use of marine resources, including through sustainable management of fisheries, aquaculture and tourism
TARGET_14.a	14.a Increase scientific knowledge, develop research capacity and transfer marine technology, taking into account the Intergovernmental Oceanographic Commission Criteria and Guidelines on the Transfer of Marine Technology, in order to improve ocean health and to enhance the contribution of marine biodiversity to the development of developing countries, in particular small island developing States and least developed countries
TARGET_14.b	14.b Provide access for small-scale artisanal fishers to marine resources and markets
TARGET_14.c	14.c Enhance the conservation and sustainable use of oceans and their resources by implementing international law as reflected in the United Nations Convention on the Law of the Sea, which provides the legal framework for the conservation and sustainable use of oceans and their resources, as recalled in paragraph 158 of “The future we want”
TARGET_15.1	15.1 By 2020, ensure the conservation, restoration and sustainable use of terrestrial and inland freshwater ecosystems and their services, in particular forests, wetlands, mountains and drylands, in line with obligations under international agreements
TARGET_15.2	15.2 By 2020, promote the implementation of sustainable management of all types of forests, halt deforestation, restore degraded forests and substantially increase afforestation and reforestation globally
TARGET_15.3	15.3 By 2030, combat desertification, restore degraded land and soil, including land affected by desertification, drought and floods, and strive to achieve a land degradation-neutral world
TARGET_15.4	15.4 By 2030, ensure the conservation of mountain ecosystems, including their biodiversity, in order to enhance their capacity to provide benefits that are essential for sustainable development
TARGET_15.5	15.5 Take urgent and significant action to reduce the degradation of natural habitats, halt the loss of biodiversity and, by 2020, protect and prevent the extinction of threatened species
TARGET_15.6	15.6 Promote fair and equitable sharing of the benefits arising from the utilization of genetic resources and promote appropriate access to such resources, as internationally agreed
TARGET_15.7	15.7 Take urgent action to end poaching and trafficking of protected species of flora and fauna and address both demand and supply of illegal wildlife products
TARGET_15.8	15.8 By 2020, introduce measures to prevent the introduction and significantly reduce the impact of invasive alien species on land and water ecosystems and control or eradicate the priority species
TARGET_15.9	15.9 By 2020, integrate ecosystem and biodiversity values into national and local planning, development processes, poverty reduction strategies and accounts
TARGET_15.a	15.a Mobilize and significantly increase financial resources from all sources to conserve and sustainably use biodiversity and ecosystems
TARGET_15.b	15.b Mobilize significant resources from all sources and at all levels to finance sustainable forest management and provide adequate incentives to developing countries to advance such management, including for conservation and reforestation
TARGET_15.c	15.c Enhance global support for efforts to combat poaching and trafficking of protected species, including by increasing the capacity of local communities to pursue sustainable livelihood opportunities

Target	Description
TARGET_16.1	16.1 Significantly reduce all forms of violence and related death rates everywhere
TARGET_16.10	16.10 Ensure public access to information and protect fundamental freedoms, in accordance with national legislation and international agreements
TARGET_16.2	16.2 End abuse, exploitation, trafficking and all forms of violence against and torture of children
TARGET_16.3	16.3 Promote the rule of law at the national and international levels and ensure equal access to justice for all
TARGET_16.4	16.4 By 2030, significantly reduce illicit financial and arms flows, strengthen the recovery and return of stolen assets and combat all forms of organized crime
TARGET_16.5	16.5 Substantially reduce corruption and bribery in all their forms
TARGET_16.6	16.6 Develop effective, accountable and transparent institutions at all levels
TARGET_16.7	16.7 Ensure responsive, inclusive, participatory and representative decision-making at all levels
TARGET_16.8	16.8 Broaden and strengthen the participation of developing countries in the institutions of global governance
TARGET_16.9	16.9 By 2030, provide legal identity for all, including birth registration
TARGET_16.a	16.a Strengthen relevant national institutions, including through international cooperation, for building capacity at all levels, in particular in developing countries, to prevent violence and combat terrorism and crime
TARGET_16.b	16.b Promote and enforce non-discriminatory laws and policies for sustainable development
TARGET_17.1	17.1 Strengthen domestic resource mobilization, including through international support to developing countries, to improve domestic capacity for tax and other revenue collection
TARGET_17.10	17.10 Promote a universal, rules-based, open, non-discriminatory and equitable multilateral trading system under the World Trade Organization, including through the conclusion of negotiations under its Doha Development Agenda
TARGET_17.11	17.11 Significantly increase the exports of developing countries, in particular with a view to doubling the least developed countries' share of global exports by 2020
TARGET_17.12	17.12 Realize timely implementation of duty-free and quota-free market access on a lasting basis for all least developed countries, consistent with World Trade Organization decisions, including by ensuring that preferential rules of origin applicable to imports from least developed countries are transparent and simple, and contribute to facilitating market access
TARGET_17.13	17.13 Enhance global macroeconomic stability, including through policy coordination and policy coherence
TARGET_17.14	17.14 Enhance policy coherence for sustainable development
TARGET_17.15	17.15 Respect each country's policy space and leadership to establish and implement policies for poverty eradication and sustainable development
TARGET_17.16	17.16 Enhance the Global Partnership for Sustainable Development, complemented by multi-stakeholder partnerships that mobilize and share knowledge, expertise, technology and financial resources, to support the achievement of the Sustainable Development Goals in all countries, in particular developing countries
TARGET_17.17	17.17 Encourage and promote effective public, public-private and civil society partnerships, building on the experience and resourcing strategies of partnerships
TARGET_17.18	17.18 By 2020, enhance capacity-building support to developing countries, including for least developed countries and small island developing States, to increase significantly the availability of high-quality, timely and reliable data disaggregated by income, gender, age, race, ethnicity, migratory status, disability, geographic location and other characteristics relevant in national contexts

Target	Description
TARGET_17.19	17.19 By 2030, build on existing initiatives to develop measurements of progress on sustainable development that complement gross domestic product, and support statistical capacity-building in developing countries
TARGET_17.2	17.2 Developed countries to implement fully their official development assistance commitments, including the commitment by many developed countries to achieve the target of 0.7 per cent of gross national income for official development assistance (ODA/GNI) to developing countries and 0.15 to 0.20 per cent of ODA/GNI to least developed countries; ODA providers are encouraged to consider setting a target to provide at least 0.20 per cent of ODA/GNI to least developed countries
TARGET_17.3	17.3 Mobilize additional financial resources for developing countries from multiple sources
TARGET_17.4	17.4 Assist developing countries in attaining long-term debt sustainability through coordinated policies aimed at fostering debt financing, debt relief and debt restructuring, as appropriate, and address the external debt of highly indebted poor countries to reduce debt distress
TARGET_17.5	17.5 Adopt and implement investment promotion regimes for least developed countries
TARGET_17.6	17.6 Enhance North-South, South-South and triangular regional and international cooperation on and access to science, technology and innovation and enhance knowledge-sharing on mutually agreed terms, including through improved coordination among existing mechanisms, in particular at the United Nations level, and through a global technology facilitation mechanism
TARGET_17.7	17.7 Promote the development, transfer, dissemination and diffusion of environmentally sound technologies to developing countries on favourable terms, including on concessional and preferential terms, as mutually agreed
TARGET_17.8	17.8 Fully operationalize the technology bank and science, technology and innovation capacity-building mechanism for least developed countries by 2017 and enhance the use of enabling technology, in particular information and communications technology
TARGET_17.9	17.9 Enhance international support for implementing effective and targeted capacity-building in developing countries to support national plans to implement all the Sustainable Development Goals, including through North-South, South-South and triangular cooperation

